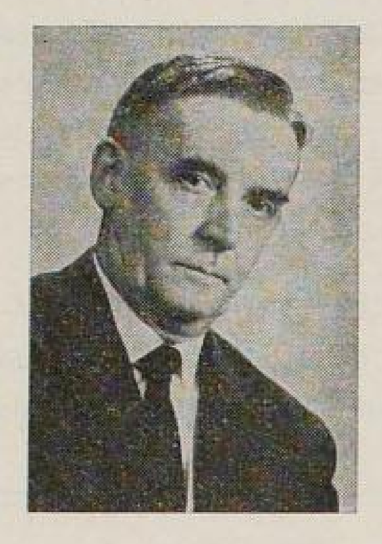
Elections Législatives du Dimanche 23 Juin 1968

4e CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE



ROGER PRAT

Conseiller Général du Canton de Morlaix — Député sortant

Remplaçant éventuel : **Jean MUZELLEC**

Parti Socialiste Unifié

(P. S. U.)

Electrices, Electeurs,

15 mois après la consultation électorale de mars 1967, vous êtes appelés aux urnes.

En effet, le jeudi 30 Mai, le Président de la République a dissout l'Assemblée Nationale.

Celle-ci était-elle en conflit avec lui ? Non. La fidèle majorité gaulliste soutenait inconditionnellement le gouvernement.

Mais sous le vernis de la grandeur et de la stabilité est apparu le visage d'un pouvoir en pleine désagrégation

Les étudiants, par leur action résolue, ont non seulement secoué l'université, mais encore ébranlé le régime et refusé notre société où le profit est roi.

La classe ouvrière, par des mouvements d'une ampleur inégalée dans notre histoire a réclamé la légitime satisfaction de ses revendications, exigé le bénéfice du fruit de son travail.

Les couches les plus conscientes de la paysannerie ont apporté leur soutien le plus total aux travailleurs en grève et les plus jeunes, les mieux formés luttent contre l'intégration capitaliste et préparent une agriculture coopérative et socialiste.

Enfin, les commerçants ont tenu par de nombreux dons, à affirmer leur solidarité avec les travailleurs en lutte.

Tous, ils ont dénoncé le pouvoir personnel, condamné le régime capitaliste générateur de misère et d'injustice.

Mieux, les étudiants dans les universités, les ouvriers dans les usines, les paysans lors de puissantes manifestations, ont jeté les bases d'une société nouvelle, la société socialiste.

Et personne ne pourra les ramener en arrière.

L'Université bourgeoise a vécu. La contestation dans les ateliers, les entreprises, les usines, devient permanente. Les droits syndicaux sont affirmés, le contrôle ouvrier de la gestion est amorcé.

Au chômage, au gaspillage, à la technocratie, au désordre capitaliste, nous opposons le contrôle, puis l'appropriation collective des grands moyens de production, c'est-à-dire le plein-emploi, l'organisation, l'ordre socialiste au service des hommes.

NOTRE PROGRAMME :

Momentanément ralentie sur les lieux de travail, la lutte se poursuit sur le terrain électoral et le Parti Socialiste Unifié, avec l'ensemble des forces progressistes, infligera une nouvelle défaite au régime gaulliste.

Nous nous contenterons de rappeler les grandes lignes du programme développé l'an dernier et que les événements ont actualisé.

LA DEMOCRATIE POLITIQUE : Nous condamnons le régime de pouvoir personnel dont la stabilité est plus apparente que réelle. L'Education Nationale « la plus belle réussite de la 5e République » comme le déclarait M. POMPIDOU, en est à son 12e ministre.

Nous voulons l'accord des forces politiques et syndicales sur un plan mis en application par un gouvernement collaborant avec une assemblée dotée de pouvoirs réels.

LA DEMOCRATIE ECONOMIQUE : Elle ne peut être effective qu'à la condition de mettre un terme à la centralisation poursuivie par le régime gaulliste.

Les régions doivent être dotées d'assemblées économiques représentant toutes les catégories sociales et professionnelles.

LA DEMOCRATIE UNIVERSITAIRE : Elle doit être réalisée par la réduction des effectifs scolaires, l'institution du présalaire étudiant, l'ouverture d'écoles et de facultés cogérées par les représentants des usagers, des enseignants, de l'administration et la nationalisation de l'enseignement qui mettra fin à la néfaste dualité scolaire.

LA DEMOCRATIE SOCIALE : sera instaurée par une politique audacieuse du logement, une répartition équitable des revenus dont l'écart est scandaleux en France (les moins pourvus gagnent 75 fois moins que les plus riches), et l'application d'une fiscalité moins injuste pour les travailleurs, le retour aux 40 heures, enfin amorcé sous la pression des mouvements sociaux, une retraite convenable à 60 ans, l'extension des avantages de la Sécurité Sociale aux commerçants et artisans, la création d'un service national de la santé, etc...

Enfin **UNE POLITIQUE DE COOPERATION INTERNATIONALE** par la suppression de la force de frappe, le refus du pacte atlantique et le développement de l'aide au Tiers Monde.

Une politique régionale Socialiste

La politique de l'Europe libérale capitaliste a pour but de concentrer la population dans les zones à fort développement industriel et condamne des régions comme l'Ouest et le Sud-Ouest au dépeuplement, à la stagnation et à l'asphyxie économique.

En 1911, la Bretagne comptait 6,3 % de la population française. Au rythme actuel des départs (25.000 par an depuis 10 ans) elle ne représentera en l'an 2000 que 3,8 % de cette population. Et tout est mis en œuvre pour accélérer ce dépérissement.

En 1967, l'axe Rhône-Rhin, vallée de la Seine, le nord de l'Italie ont bénéficié de 82 % des investissements publics et privés. Et la part de la Bretagne dans le budget régresse pour l'Education Nationale de 7 % en 1966 à 4,3 % en 1968, pour les logements économiques de 4.6 % à 4,2 %. Pour la voirie, la région de Bretagne ne recevra que 1,1 % et malgré l'étendue de sa façade maritime 1,9 % pour son infrastructure portuaire. Et les dernières mesures en faveur des zones de rénovation rurale sont loin de compenser les retards accumulés.

Mais en 1967, les grands céréaliers du Bassin Parisien ont vu leurs revenus augmenter de 30 à 45 %. Ils peuvent ainsi créer leurs usines à viande (productions avicole, porcine, bientôt bovine) au détriment des régions à vocation d'élevage comme la Bretagne. En 2 ans la production avicole a diminué de 20 % dans l'Ouest et augmenté de 40 % dans le Bassin Parisien.

Oui, le régime gaulliste a favorisé les riches au détriment des pauvres, de même que les trusts capitalistes créent une Europe des riches et une Europe des pauvres dont fait partie la Bretagne.

Avec les organisations syndicales et paysannes nous répétons qu'une planification démocratique de l'économie est indispensable pour résoudre les problèmes de la région dont la vocation doit être précisée.

Pour assurer le plein emploi, il faut pour

L'AGRICULTURE ET LA PECHE : la régionalisation des interventions des prix, des aides et des crédits, la transformation des structures de production et de commercialisation des produits du sol et de la mer par une organisation de la coopération;

L'INDUSTRIE : l'implantation d'un complexe portuaire à **BREST**, la création d'usines de produits alimentaires;

LE COMMERCE ET LE TOURISME : l'aménagement de la **T.V.A.** et des mesures pour lutter contre la puissance des trusts, le développement du tourisme social, la mise en place des moyens de communication rapides avec le reste de la France, l'Europe et l'Angleterre. (Ports de **ROSCOFF**, du **DIBEN**).

Mais ces objectifs ne pourront être atteints que si un certain nombre de conditions sont remplies : une assemblée régionale élue, une banque régionale d'investissements, des universités autonomes répondant au développement recherché, etc...

En 3 ans d'exercice de mandat de conseiller général, en 15 mois de mandat parlementaire, j'ai essayé de montrer la haute idée que nous, militants du P.S.U., avons de notre rôle.

Sans exclusive, sans me soucier de leurs idées politiques ou religieuses, j'ai été au service de tous les travailleurs, des jeunes et des plus déshérités, ainsi qu'au service des collectivités locales.

Fidèle à la promesse que j'avais faite lors des dernières élections législatives, j'ai tenu des permanences dans toutes les communes de la circonscription.

Je continuerai à assumer ces tâches, si vous accordez votre confiance, non à un homme mais à un militant, à un Parti qui œuvre pour une société socialiste

Avec les jeunes agriculteurs de l'Ouest, « nous affirmons la nécessité de profonds changements dans la politique européenne et française.

« Ces changements impliquent des choix politiques courageux ».

Pour l'avenir de la Bretagne
Pour la République des travailleurs

vous saurez faire ces **choix,** en votant **P. S. U.**

Candidat : **Roger PRAT** - remplaçant éventuel : Jean MUZELLEC

Vu : le candidat,

Imprimerie Nouvelle, Morlaix, r. de Paris